

Mais, dans les pays les plus industriels, en Angleterre, en Amérique, dès que les débouchés font un moment défaut, la surproduction engendre des catastrophes effroyables : la spéculation y ajoute des ruines dont le monde industriel supporte le contre-coup ! et les ouvriers subissent les conséquences des uns et des autres.

Voulez-vous des chiffres, des exemples ? En ne consultant que les plus récentes statistiques et les dernières nouvelles, il y en a d'effrayants.

Les banqueroutes, à Manchester seulement, sont passées de 64 en 1881 à 98 en 1883 : on a éteint 38 hauts-fourneaux, et un grand nombre d'ouvriers en fer sont sans travail.

A Glasgow, il y a eu une banqueroute de 300,000 livres sterling.

Le 17 janvier, les fabricants de fer brut de Middlesbourg ont décidé de procéder jusqu'en mars à l'extinction de 18 hauts-fourneaux.

Et la conséquence, c'est que l'émigration, qui était en 1881 de 243,000 individus, s'élève en 1883 à 320,000, et ce ne sont pas des Irlandais seulement ; car l'Angleterre et l'Ecosse y sont pour 214,000.

Aux Etats-Unis, les chiffres sont plus effrayants encore : ce sont des faillites qui entraînent des millions de dollars ; en 1883, on a vendu aux enchères le matériel de 18 compagnies de chemins de fer en faillite, exploitant 1,354 milles et représentant 18 millions de dollars en capital et 28 millions en obligations ; il y a quelques semaines, la grande compagnie du North-Pacific, qui parcourt 2,000 lieues anglaises, a été mise en faillite, entraînant avec elle 18 petites compagnies et 46 millions de dollars.

Aux Etats-Unis et au Canada il y a eu, en 1883, 10,568 faillites, représentant ensemble 37,700,000 dollars.

Qu'est-ce qu'il y a derrière ces chiffres formidables ? Messieurs, il y a la misère pour des milliers d'hommes. Dans les illusions qui ont accompagné l'épanouissement de l'école économique, on avait cru, on avait enseigné que l'augmentation continue de la production permettrait, dans un avenir plus ou moins éloigné, aux classes laborieuses de prétendre à une amélioration progressive de leur condition matérielle. Où sont les rêves d'autrefois ? la situation est absolument à l'inverse. (Vives protestations sur un grand nombre de bancs).

M. Cantagrel.—Mais non, il y a au contraire un grand progrès.

M. de Mun.—Le paupérisme s'accroît dans des proportions effrayantes, partout, dans tous les pays du monde.

M. Marius Poulet.—Rappelez-vous la peinture que Labruyère a faite du sort des paysans, lorsque vos seigneurs leur faisaient manger de l'herbe. (Bruit).

M. de Mun.—Il y a trente ans, M. Fox, un des chefs de la ligue qui poursuivait, en Angleterre, l'abolition des droits sur les blés, affirmait devant un meeting réuni au théâtre Covent-Garden, que les ruines des work houses marqueraient bientôt l'abolition de la protection, comme les ruines des châteaux du moyen âge marquèrent la destruction du système féodal.

Et M. Fawcett, qui rapporte ce fait, ajoute : vingt-cinq ans se sont passés depuis l'abolition des droits sur les blés, et l'état actuel de Londres avec ses 160,000 pauvres est un commentaire cruel de ces prophéties.

M. Henry George, dans son livre qui porte ce titre significatif : *Progress and Poverty* déclare qu'aux Etats-Unis "les différences entre les conditions sociales s'accroissent tous les jours davantage."

M. Jules Roche.—Il a été cent fois réfuté.

M. de Mun.—Et M. de Laveleye écrit qu'il y a trente ans, à San-Francisco, quand la civilisation était à ses débuts, l'aisance était générale ; mais, qu'aujourd'hui, où, c'est une ville opulente, peuplée de palais, les mendiants se multiplient, en sorte que "l'accumulation du capital qui, dit-il, d'après les économistes, est le seul moyen d'améliorer le sort des classes nécessiteuses, semble avoir, au contraire, pour effet d'engendrer la misère."

Les témoignages abondent dans tous les pays de l'Europe, en Prusse, en Saxe, en Italie, et à Paris même ; un écrivain qui a tracé un tableau assez sombre de la misère à Paris, conclut qu'il existe toujours, dans toute société dont l'organisation est complexe, un stock nombreux d'êtres humains vivant d'anxiétés, de privations, condamnés à la faim lente et auxquels la moindre interruption dans leur travail, la moindre maladie, le moindre chômage, fait connaître la faim aiguë.

Messieurs, je ne lirai qu'une seule citation ; je l'adresse aux économistes ; elle est de M. de Molinari qui fait autorité. Il a écrit un livre intitulé : *L'évolution économique au dix-neuvième siècle*, et j'y lis ceci :

Les résultats de la production, devenue plus féconde, s'accumulent par masses entre les mains d'une minorité, tandis que la multitude se trouve, non moins qu'elle l'était autrefois, exposée aux extrémités du dénûment. Et plus loin :

"L'augmentation prodigieuse de la richesse a été accompagnée du débordement du paupérisme, et au milieu de sociétés en possession de tous les moyens de satisfaire les besoins les plus raffinés, des classes entières semblent fatalement condamnées à la misère et au crime."

Entendez-vous, messieurs ! des classes entières semblent fatalement condamnées à la misère et au crime !

Et s'il est vrai que la question sociale soit caractérisée par l'effort instinctif de la multitude pour amoindrir la misère et pour alléger le travail, est-ce qu'elle n'arrive pas à son état le plus aigu, le plus menaçant, quand cet effort se trouve en opposition flagrante avec la règle économique du monde ? Et si alors... Messieurs, Dieu me garde de dire une parole qui paraisse un encouragement ou une excitation aux passions coupables ! J'en suis incapable, et je suis sûr que la Chambre ne croit pas qu'une pareille pensée puisse entrer dans mon esprit. Mais enfin, il faut ici dire toute la vérité et mesurer toute notre responsabilité..... Si du sein de ces foules tourmentées par la souffrance, il s'élève à certains jours des grondements menaçants, si les folles utopies, les conseils perfides et les coupables excitations trouvent accès dans ces cœurs livrés à la détresse, je vous le demande, je le demande à tous, qu'aurons-nous à répondre ? Irons-nous emprunter les raisonnements de l'école pour prouver à l'ouvrier malheureux que son sort est dans la nature des choses, et que les oscillations du marché sont l'effet d'une loi économique inévitable ? Non ! le cœur et le bon sens y répugnent, mais, songez-y bien, l'humanité, le bon vouloir, la charité ne suffisent pas à une situation pareille ; c'est un remède social et général qu'il faut chercher sans retard, et les gouvernements ont le devoir d'y aviser.

Ce remède, messieurs, ce remède à la crise générale, que peut-il être ? Il y avait jadis, dans l'univers, une puissance médiatrice, c'était l'Eglise catholique... (Exclamations diverses.—Interruptions prolongées.) Messieurs, je ne comprends pas vos interruptions... (Parlez ! parlez !) j'exprime une conviction profonde, vous le savez bien... (Parlez ! parlez !)

Je dis, — et je vous demande de vouloir bien écouter cette expression de ma conviction, quoi qu'elle soit opposée à la vôtre : je dis qu'il y avait autrefois dans l'univers une puissance médiatrice qui s'appelait l'Eglise catholique et qui était reconnue, acceptée par tous, elle imposait des bornes à l'abus qu'on pouvait faire des forces de l'homme par le repos du dimanche. (Très bien ! très bien ! à droite, par la protection de la femme et de l'enfant.....)

Messieurs, pendant que je vous parle, je ne sais plus si je me laisse aller à une inspiration personnelle ou à une réminiscence de Louis Blanc !

Vous rappelez-vous ces pages écrites dans son style magique..... L'Eglise marquait par le son de ses cloches le commencement et la fin de la journée de travail, l'industrie grandissait à son ombre, elle était la tutrice des petits et des faibles. (Très bien ! très bien ! à droite).

Aujourd'hui, le monde s'est détourné d'elle ! Que mettra-t-on à sa place ? (Bruit à gauche).

Que mettra-t-on à sa place, sinon le concert des Etats civilisés ?

On fait bien des conventions internationales pour régler les lois de la guerre, on en fait pour le transport des colis postaux, pourquoi n'en ferait-on pas pour régler les conditions du travail ?

On fait bien des congrès pour les intérêts qui captivent l'attention des hommes, pour l'électricité, pour les arts, pour les sciences ; pourquoi n'en ferait-on pas un congrès pour le travail ? (Applaudissements à droite).

Voilà ce que je demande. Il y a une nation voisine de nous, la plus petite, mais la plus avancée dans la législation sociale, qui en a fait la proposition : c'est la Suisse, en 1881, si je suis bien informé ; ses ouvertures n'ont pas été accueillies.

Je voudrais que la France se donnât la gloire de les reprendre ; il y a là une mission capable de la tenter, d'enflammer son cœur et son génie !

Elle a porté, dans l'histoire des siècles, un renom de générosité et de chevalerie dont le souvenir est cher à tous ses enfants, quelle que soit la manière dont ils envisagent son passé. Depuis ses origines, son nom s'est lié avec celui des petits et des faibles. C'est à leur service qu'elle a semé sur tous les rivages du monde des souvenirs héroïques. (Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs).

Messieurs, les circonstances ont changé, mais la cause est restée la même ; il y a toujours des petits et des faibles. Je supplie la patrie française de rester fidèle à ses traditions ; je lui demande, en regardant les plaies qui la font souffrir, de puiser dans cette contemplation non pas une égoïste pensée d'isolement et de résistance, mais la résolution réfléchie de mettre, par son exemple au dedans, par son initiative au dehors, un terme aux déplorables effets de l'économie matérialiste. (Marques d'assentiment à droite).

Messieurs, il faut bien arriver à cet examen de nos souffrances nationales, puisque c'est aujourd'hui pour nous une question vitale. Je le dis avec douleur, nulle part ailleurs on ne s'est livré avec plus d'inconséquence aux théories que je déplore, en sacrifiant, sous l'empire des mots, le travail et la prospérité nationale au mirage de la fausse liberté et de la concurrence la plus meurtrière.

Je n'apporte pas ici l'exposé d'un système comme cial exclusif ; je crois qu'il n'y a rien de plus faux en de pareilles matières que les systèmes absolus, et c'est un des reproches que j'adresse à l'école économiste, d'avoir voulu subordonner toutes les applications à des théories générales. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs).

Pour moi, la règle que j'aperçois dans ces questions, c'est la défense du travail national, la protection de ses intérêts et le souci de procurer du travail aux citoyens de la patrie. (Vives marques d'approbation à droite).

Cette règle, toutes les grandes nations l'ont suivie ; et je me rappelle cette foudroyante apostrophe d'Huskisson, dans le Parlement anglais, que M. le sénateur Feray, répétait, au milieu des applaudissements, dans une de ses conférences sur les traités de commerce : "Un ministre capable de proposer à son pays un autre système que celui-là est un fou ou un malhonnête homme !"

L'Angleterre a assis sa puissance industrielle sur la protection, jusqu'au jour où le besoin de chercher les débouchés l'a conduite à se faire l'apôtre du libre-échange. L'Amérique s'enferme chez elle pour forger les armes avec lesquelles elle écrase la vieille Europe. [Très bien ! très bien !]

Un membre à gauche.—Les Américains sont plus malheureux que nous !

M. le comte de Mun.—L'Allemagne protège les rapides développements de son industrie par le relèvement de ses tarifs.

Et la France, messieurs ? Sans doute, la misère n'a pas atteint chez elle ces proportions effrayantes, ces navrants excès que j'ai signalés pour l'Angleterre et pour l'Amérique. Mais il faut le redire à l'honneur, à la louange de nos industriels, c'est